

METIERS

ASSASSINATS DE MAGNANVILLE : LES POLICIERS CIBLES PAR DAESH, LES SYNDICATS DEMANDENT DES MOYENS

Hervé Jouanneau | A la une | France | Publié le 14/06/2016



© Bertrand Holsnyder

Après l'attaque jihadiste contre un policier et sa compagne tués au sein même de leur domicile à Magnanville (Yvelines), les représentants des forces de l'ordre estiment qu'un nouveau cap est franchi dans la barbarie. D'ores et déjà, les syndicats de police revendiquent davantage de moyens.

La police, nouvelle cible de Daesh. Quelques heures après l'assassinat barbare de Jean-Baptiste S., commandant de police à Mantes-la-Jolie (Yvelines), et de sa femme Jessica, secrétaire au commissariat des Mureaux, par un prétendu djihadiste, Larossi Abballa, le même titre tournait en boucle sur les écrans des chaînes d'information.

Car c'est aujourd'hui une réalité pour les métiers en uniforme : policiers et militaires constituent plus que jamais des cibles privilégiées pour des actions islamistes en France. Depuis l'affaire Merah en 2012 jusqu'à ce double meurtre de Magnanville, petite commune des Yvelines de 6000 habitants, en passant par de nombreux attentats déjoués, les forces de sécurité ont été la cible de plusieurs attaques. Au point que sept d'entre eux ont perdu la vie depuis 2012.

« Un lourd tribut » - Dans une allocution prononcée au cours de sa visite aux collègues du policier assassiné, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve a exprimé son

« immense tristesse » et sa « compassion » avec les policiers, soulignant « la grande exposition des forces de sécurité intérieure, policiers et gendarmes, qui paient un lourd tribut pour assurer la sécurité des Français ». Le ministre a également rappelé que, depuis les attentats de 2015, de nombreuses mesures avaient été prises avec des « moyens renforcés, plusieurs lois, des effectifs réhaussés ».

Cette fois-ci, cependant, tous les observateurs le reconnaissent : en allant tuer un représentant des forces de l'ordre à son domicile, un nouveau cap est franchi par les terroristes. « Les policiers vont entrer dans une phase de vigilance qui dépasse le périmètre de leur travail » a commenté le porte-parole de la police nationale, Jérôme Bonet.

Une crainte relayée par l'ensemble des syndicats de police qui, à l'occasion d'une réunion place Bauveau mardi en fin d'après-midi, allaient réitérer leur revendication, maintes fois exprimée, du prolongement de la mesure décidée en février autorisant policiers et gendarmes de conserver leur arme en dehors de leur service et sur la base du volontariat.

Métier sous pression - « C'est l'évidence », a déclaré Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance (premier syndicat de gardiens de la paix). « Mais ce ne sera pas suffisant pour répondre à l'émotion qui vient après des mois de mobilisation » : Cop21, Euro ou manifestations contre le projet de loi travail au cours desquelles les policiers ont été accusés de violences, rappellent à l'envi les syndicats.

« On ne peut pas continuer comme ça ce cycle infernal: un jour des cibles, un jour encensés », comme après les attentats de janvier, a renchéri Philippe Capon de l'Unsa-police (troisième syndicat), pour qui « il faut inventer quelque chose ».

« Au-delà du policier en uniforme, c'est aujourd'hui à sa famille que ces lâches s'en prennent », a déclaré Yves Lefebvre d'Unité police SGP -FO (deuxième syndicat) demandant que « tout soit mis en oeuvre » pour éviter « de tels actes ».

Nouveaux moyens demandés - Beaucoup demandent de « nouveaux moyens juridiques » sur les conditions de la légitime défense par exemple. Et posent la « question de la sécurité des condamnations » et du « suivi des radicalisés ».

« Il faut instaurer des mesures administratives », a proposé Patrice Ribeiro de Synergie (second syndicat d'officiers), « y compris pour tous ceux ayant déjà purgé une peine de prison » comme l'auteur des faits de Magnanville.

La droite, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé en tête, ont demandé des comptes au gouvernement, surfant notamment sur ces propositions.

Interrogé sur la possibilité de mesures de sécurité supplémentaires, le Premier ministre, Manuel Valls, a fait valoir que « des mesures ont déjà été prises pour la protection des policiers ». « Nous n'allons pas adopter à chaque fois une nouvelle mesure ».

Les drapeaux des édifices du ministère sont mis en berne pendant trois jours à compter de mardi midi, « pour marquer la profonde émotion de l'ensemble des personnels » après « l'abject assassinat », affirme le ministre de l'Intérieur dans un communiqué. Une minute de silence sera observée mercredi à midi « dans tous les services du ministère ».

Focus

Les syndicats de police municipale font entendre leurs voix

Frappés par un double assassinat dans leurs propres rangs, les policiers nationaux ont aussi reçu le soutien de leurs collègues policiers municipaux. « Tous les décès en service de policiers nationaux, municipaux et gendarmes, nous renvoient à l'engagement exemplaire de ces femmes et de ces hommes au service de la sécurité des Français, a souligné la Fédération autonome de la FPT. L'atrocité des circonstances de l'assassinat de nos deux collègues, hier soir à Magnanville, ne doit pas nous faire oublier la dimension humaine de ce drame. Les grades, les fonctions s'effacent au regard d'un petit garçon qui vient de perdre sa maman et son papa ».

Revendication sur l'armement - Se plaçant sur un terrain revendicatif, Force ouvrière Police municipale a interpellé sur sa page Facebook le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. « Malgré l'horreur, que penser des milliers de policiers municipaux qui continuent de patrouiller chaque jour sans équipement de défense ? », s'interroge le syndicat, instigateur d'un mouvement de grève depuis le 10 juin. Et de réclamer « la généralisation de l'armement des policiers municipaux » et la possibilité de porter leurs armes en dehors des services. Comme leurs collègues de l'Etat.